

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Venezuela-democratie-participative-versus-declin-democratique-occidental>

Venezuela : démocratie participative versus déclin démocratique occidental

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 30 septembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Je peux témoigner du complexe de supériorité de Paris, de l'arrogance impériale de Washington, de la décadence capitaliste de Manhattan, des élections parlementaires en Allemagne et de la juste part que j'ai prise aux élections en Grande-Bretagne. Dans aucun de ces cas je n'ai trouvé une culture politique démocratique aussi profonde qu'au Venezuela.

Par Ewan Robertson

Déjà que ce n'est pas facile d'éviter la politique en général au Venezuela, mais là, en pleine campagne électorale, les signes de débat et de lutte politique se font, presque littéralement, omniprésents. Dans la petite ville andine de Mérida, dont la population n'atteint pas 300.000 habitants, traverser le centre de la ville donne une idée de l'intensité de la campagne pour l'élection présidentielle du 7 octobre. Le Président Hugo Chavez brigue un troisième mandat face au concurrent de la droite Henrique Capriles Radonski, de la coalition de la Table Ronde de l'Unité Démocratique (MUD), et les militants s'activent fortement de toute part.

Une des stratégies à Mérida, ce sont les caravanes de campagne, les militants montent dans des camions, des voitures et des jeeps, font le tour de la ville en arborant des drapeaux, en klaxonnant et en criant des slogans. Une autre est le rassemblement de militants à un point-clef du trafic avec des amplis diffusant de la musique en faveur de leur candidat, freinant le trafic pour distribuer des tracts ou écrire des messages sur les lunettes arrière. Il y a quelques jours j'ai vu une compétition intéressante entre un groupe de Primero Justicia (PJ), le parti de Capriles Radonski, et la jeunesse du Parti Communiste (PCV), qui appuie la candidature de Chavez. Tous deux tentaient de distribuer leurs tracts aux conducteurs et de chanter le plus fort possible. Sans vouloir être trop partisan, je dois reconnaître que les militants du PCV faisaient clairement preuve de plus d'enthousiasme, alors que ceux de PJ finissaient par se taire et les chansons distinctement révolutionnaires se répandaient dans la rue. « Il semble que les communistes gagnent » me dit mon partenaire en souriant.

Puis il y a les stands : des tables sous de petits auvents où les militants se réunissent avec leurs tracts et leur musique pour faire campagne auprès des passants, activant une sorte de débat de rue à propos de l'élection. Sans aucun doute il y a plus de stands du type « punto rojo » (points rouges) du parti de Chavez, le Parti socialiste Unifié du Venezuela (PSUV), que de l'opposition. Selon des infos que j'ai reçues de Caracas, la présence de l'opposition dans les rues y est encore plus faible qu'à Mérida. Les punto rojos sont partout, dans chaque place principale et voie principale de la ville, et j'ai déjà amassé une collection de tracts à force de passer devant ces stands. Ajoutez à cela les grands meetings de campagne, les visites porte à porte par les militants, la couverture saturée des médias, les panneaux d'affichage géants, et les affiches couvrant toute surface disponible que les militants collent chaque nuit quand les rues sont calmes. Non, ici, impossible d'ignorer l'élection présidentielle. La plupart des vénézuéliens n'ont pas envie de l'ignorer, conscients qu'ils sont, contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays, que leur vote va déterminer réellement la future orientation politique du pays.

Un regard sur le matériel de campagne des deux candidats éclaire ce choix. Le tract de campagne de Chavez fait le bilan de ce qui a été réalisé par le président depuis sa première élection en 1998, exprime la vision générale de son mouvement pour le Venezuela et les propositions concrètes pour la période qui vient. Les réussites mentionnées comprennent la santé gratuite et les systèmes éducatifs, l'élimination de l'analphabétisme, l'établissement d'un réseau non lucratif de distribution de nourriture, l'intégration dans une Amérique Latine souveraine et la construction des bases de la démocratie « participative et protagonique ». Les cinq objectifs de la campagne (chacun d'eux étant décliné en propositions concrètes) sont la consolidation de la souveraineté nationale, la poursuite de la construction du « socialisme bolivarien du 21^{ème} siècle », la conversion du pays en puissance latino-américaine, la promotion d'un ordre mondial multipolaire capable de garantir la paix, et la « préservation de la vie sur la planète et le

sauvetage de l'espèce humaine », ce dernier point étant souvent l'objet de moqueries de la part de Capriles et de sa campagne, pour qui le Venezuela ne devrait s'occuper que de lui-même.

La campagne de Capriles, elle, semble avoir deux manifestes. Dans l'officiel, Capriles se présente comme une sorte de Chavez « light », promettant de maintenir les populaires programmes sociaux, tout en défendant la nécessité d'accroître « *les stimulants pour les entrepreneurs* » et en critiquant « les obstacles majeurs aux activités des compagnies privées ». Ensuite vient le programme réel, filtré par des membres dissidents de l'opposition, qui montre sa nature néo-libérale : dérégulation bancaire, ouverture de l'économie aux investissements privés, réduction du financement par l'État des services publics et des projets établis par les 40 000 conseils communaux qui oeuvrent dans le pays. On peut lire un résumé des programmes des deux candidats sur le site Venezuanalysis.com ici (en anglais).

D'un point de vue démocratique, malgré le refus de l'opposition de soumettre à l'électorat son programme politique réel, les citoyens du Venezuela sont en présence d'un choix véritable dans cette (et dans chaque) élection. Ils ont le pouvoir de décider de l'orientation qu'ils veulent pour le pays.

Une élection dans une démocratie libérale en déclin

Dans la dernière élection générale dont je fus témoin, en Grande-Bretagne en mai 2010, l'atmosphère était quelque peu différente. J'y étais candidat parlementaire, défendant une alternative socialiste aux coupes claires dans les dépenses publiques et aux autres mesures d'austérité annoncées comme réponse nécessaire à la récession capitaliste. Moi-même et d'autres activistes menions campagne dans la ville d'Aberdeen, en Écosse, qui ceci dit en passant est d'une taille semblable à celle de Mérida. Mais la ressemblance s'arrête là.

Des étudiants de la capitale écossaise Edinburgh manifestent pour protester contre l'augmentation des droits d'inscription en Angleterre et de leur possible introduction en Écosse. Au Venezuela l'éducation universitaire est gratuite.

Le scrutin se caractérisait par un sentiment d'apathie, de désenchantement, et d'impuissance. Comme dans beaucoup de pays d'Europe et d'Amérique du Nord, l'élection consiste à soumettre au vote de la population deux variantes d'une même politique pré-établie : dans ce cas, de nouvelles privatisations des services publics, le gel des salaires, les pertes d'emplois et la réduction des bénéfices sociaux. Aucun thème substantiel n'était débattu publiquement. Les institutions de la finance internationale, les banques, les médias privés, et les courants politiques dominants avaient déjà décidé que les gens ordinaires paieraient pour la crise économique, causée par le capitalisme en général et par le capital financier en particulier. Que les gens votent pour le Parti Travailleiste au pouvoir ou pour les autres forces politiques dominantes - les partis Libéral-Démocrate ou Conservateur - ils scelleraient ce qui était basiquement la même politique. L'idée d'une population possédant une véritable voix dans la prise de décision, c'est-à-dire, la véritable démocratie, était reléguée au dernier rang.

Cette élection reflétait le déclin continu du système démocratique libéral, comme on pouvait l'observer dans l'atmosphère de la campagne. À Aberdeen par exemple je garde un seul souvenir de militants du parti travailleiste, dont le parti tentait de garder le pouvoir, présents physiquement dans les rues du centre avec leurs tracts. Des aspects de la campagne de terrain tels que le porte-à-porte et la diffusion de tracts eurent sûrement lieu mais rarement. Cela valait pour tous les grands partis, avec une évidente absence d'enthousiasme et de mobilisation dans la population. En termes de publicité, les marques formelles d'une élection étaient encore présents : affiches, panneaux, tracts massivement distribués par des firmes privées, candidats en tournée dans le pays et dont la presse reprenait les déclarations. C'était une élection mue par les sondages, les campagnes de relations publiques et des discours sous forme de clips.

Déjà, je sentais que l'esprit de la démocratie réelle, celui du peuple contrôlant les politique de son pays et sentant que sa voix et son vote important, était absent. Absents, les groupes de militants arrêtant le trafic principal pour une distribution massive de tracts. Absents, les stands sur chaque place et dans chaque rue, avec leurs militants expliquant passionnément pourquoi leur candidat mérite d'être soutenu. Absents, les cortèges massifs de dizaines et de centaines de milliers de personnes, criant avec joie et colère, exigeant, louant leurs candidats, à cause de l'enjeu réel de la victoire. Absente, la notion d'une force politique majeure défendant l'intérêt de la population face à ceux d'une élite dominante, quelque chose qui vous donne la force de vous lever du fauteuil pour vous battre. Cela se refléta dans le taux de participation qui malgré la possibilité d'un changement de gouvernement (comme ce fut le cas) fut faible : 65 %. Bien loin du taux de 84% qui avait marqué le raz-de-marée victorieux des travaillistes en 1950, et du taux de 75% de l'élection présidentielle de 2006 au Venezuela, qui n'a jamais semblé serrée, Chavez gagnant avec une bonne longueur d'avance. Les taux de participation des élections au Royaume-Uni sont en général encore plus bas.

La réalité est qu'en Europe, en Amérique du Nord et en Australie, à un degré ou à un autre, la participation et la prise de décision substantielle en politique ont été volées au peuple, au point qu'elle semble n'avoir jamais existé. Dans les générations antérieures, les électeurs disposaient au moins d'un choix réel à faire, entre le capitalisme de bien-être social avec intervention de l'État dans l'économie, ou le capitalisme néo-libéral de libre marché. Aujourd'hui les politiques peuvent être qualifiées, comme l'a un jour noté le journaliste en campagne John Pilger, comme "des partis indéfinissables en concurrence pour la gestion d'un état à l'idéologie unique". Des communautés, des syndicats et des organisations de mouvements sociaux sont alors forcés de descendre dans la rue pour défendre les acquis et les droits sociaux, avec une petite représentation politique formelle disposée à les appuyer. Ajoutez à cette monoculture politique un nationalisme nauséabond pro-establishment, des attaques contre les droits civils au nom de la "guerre contre la terreur", des scandales sporadiques de corruption, et vous pourrez voir les indicateurs du déclin continu de la culture démocratique et participative dans ces pays.

La naissance d'un Venezuela participatif et démocratique

Pourquoi observe-t-on en revanche des niveaux aussi élevés d'enthousiasme et de participation dans la politique vénézuélienne ? De 1958 à 1998, le Venezuela vivait une "démocratie" où deux partis se succédaient au pouvoir, alors que les militants de gauche étaient activement persécutés. Ce système dit de "Punto Fijo" perdit sa légitimité en 1989 lorsque le président social-démocrate Carlos Andres Perez (CAP) mit en place les mesures d'austérité néo-libérales du FMI, parmi lesquelles la suppression des subventions au carburant. La population répondit par des manifestations et des émeutes, que le gouvernement de CAP écrasa en recourant aux forces armées, avec un solde estimé à trois mille victimes civiles. Exaspérés par l'élitisme, l'exclusion et la corruption du système de Punto Fijo, le peuple s'est tourné vers Hugo Chavez et son mouvement "Cinquième République" qui a brisé net le système des deux partis décrédibilisés. L'élection de Chavez à la présidence en décembre 1998 marqua le début de la révolution bolivarienne.

Celui-ci a respecté sa promesse de campagne de refonder le pays, avec l'élection d'une assemblée constituante en 1999 qui a produit ce qui est sans doute l'une des constitutions les plus progressistes au monde. Soumise au référendum populaire, elle a donné aux vénézuéliens un large éventail de nouveaux droits politiques, civils et sociaux, et a fourni le cadre des réformes démocratiques postérieures. Aujourd'hui, entre autres droits, les vénézuéliens peuvent révoquer les représentants élus (du maire au président) à mi-mandat, ou soumettre directement des projets de loi à la discussion par l'Assemblée Nationale. Des élections générales ou des référendums ont eu lieu pratiquement chaque année depuis l'élection de Chavez, permettant à la population de prendre collectivement des décisions sur des matières politiquement cruciales, telles que la confirmation de Chavez lors du référendum révocatoire de 2004, la courte défaite de celui-ci lors du référendum constitutionnel de 2007 et l'approbation par référendum de l'amendement constitutionnel qui permet à tout mandataire (du maire au président) de se soumettre au suffrage des électeurs au-delà de deux mandats.

S'est développée une dynamique où le travail législatif a dû avancer au rythme de l'explosion des organisations de base. Beaucoup de vénézuéliens participent et s'engagent activement dans la vie politique, dans les mouvements sociaux, dans les partis politiques, dans les conseils communaux, dans les communes, dans les médias communautaires, dans les syndicats, dans les conseils de travailleurs et dans d'autres assemblées. Une grande partie des classes pauvres et de la classe moyenne inférieure, qui forment près de 80% de la population, se sont sentis représentés par le gouvernement Chavez et l'ont défendu avec passion. En plus d'une politique d'inclusion sociale et de transfert de pouvoir aux pauvres, cela s'explique par les politiques gouvernementales de contrôle des revenus issus de l'industrie pétrolière et de l'investissement dans la santé et dans l'éducation gratuites, dans les subventions au réseau de distribution d'aliments et dans la construction de logements. Le mouvement des privatisations a été renversé avec la nationalisation des télécommunications, de l'électricité, du ciment, de certains secteurs bancaires, et d'autres secteurs stratégiques, probablement, si Chavez gagne l'élection du 7 octobre. Ces mesures ont été prises avec pour toile de fond une opposition intransigeante, soutenue par les États-unis qui a tenté, physiquement comme électoralement, de chasser Chavez, sans succès jusqu'à présent.

Bien sûr rien n'est parfait. Toutes ces conquêtes ne signifient pas qu'il n'y a pas de régressions dans le nouvel essor démocratique. Lorsque Chavez a été atteint d'un cancer l'an dernier, une attention renouvelée a été donnée au fait que le mouvement bolivarien dépende autant d'un dirigeant. La corruption et la bureaucratie sont des phénomènes qui freinent une radicalisation de la démocratisation et érodent l'appui à la révolution bolivarienne en général. Je l'ai noté dans la région orientale de Guayana, où des figures se réclamant ostensiblement de Chavez résistaient aux avancées du projet de contrôle ouvrier, les travailleurs tentant de prendre le contrôle des entreprises. Une culture politique opportuniste existe encore, certains politiciens tirant un avantage de leur position pour leur promotion personnelle. Ceci peut être observé à Mérida où tant le gouverneur pro-Chavez que le maire d'opposition font imprimer leur nom et leur visage sur les uniformes et le matériel de leurs employés, préférant leur auto-promotion à celle de l'institution pour la gestion de laquelle ils ont été élus. Cela signifie que celui qui veut travailler dans le ramassage public des ordures ou dans l'entretien des parcs, doit porter sur son uniforme l'effigie d'un homme politique. C'est une pratique à laquelle s'opposent de nombreux membres du mouvement pro-Chavez, et le débat et l'action sur ces thèmes font partie de la dynamique de la lutte pour approfondir la nouvelle démocratie participative du Venezuela.

Points de vue divergeants sur la démocratie au Venezuela : du jargon des médias privés à la réalité.

Néanmoins, de grands pas ont été franchis dans le transfert de pouvoir à la population et la participation de celle-ci depuis 1998. La vitalité de la démocratie vénézuélienne contraste fortement avec l'Occident. J'en ai eu de nouveau la preuve la semaine dernière, lorsque Chavez s'est rendu à Mérida pour un meeting électoral. La réponse de la population fut incroyable : les « campesinos » (producteurs agricoles), les ouvriers, les étudiants et beaucoup d'autres ont afflué vers la ville depuis les alentours pour appuyer la réélection du président. La joie et l'enthousiasme des manifestants était palpable, avec des banderoles faites à la main, des expressions artistiques, des cornes de brume, de la musique, des abrazos, des tapes sur l'épaule, et des déclarations d'appui à Chavez. Les grands meetings vénézuéliens tels que celui-ci sont un mélange de performances musicales, de fêtes de rue et de manifestations politiques. Il est juste aussi de dire que les partisans de l'opposition, même si leur position peut s'appuyer sur des valeurs réactionnaires, ou sur la notion confuse que la « justice » ou le « progrès » doit venir d'un candidat néo-libéral de l'élite vénézuélienne, sont tout autant passionnés, la plupart dans leur opposition à Chavez. Dans la politique vénézuélienne, les gens sentent qu'ils ont une cause qui vaut la peine d'être soutenue et des millions de personnes sont motivées à se lever pour le faire.

En conversant avec les gens du meeting de Mérida, je fus impressionné par la profondeur de la conscience politique et la variété des opinions parmi la foule quant au motif de leur appui à la réélection de Chavez. Pour certains, l'intégration latino-américaine était la raison. Pour d'autres c'était la santé gratuite. Pour beaucoup la raison principale, comme me l'affirma un couple d'âge moyen, était : « c'est le président qui a donné le plus de pouvoir à la population ». Pour un autre homme, c'est le président qui « a réveillé les vénézuéliens et les peuples frères ». Une

jeune femme me déclara que c'était tout simplement parce que « je l'aime ».

Pour un journaliste au service d'un média privé tel que Reuters, avec son gros salaire dans un bel appartement et disponible pour l'opposition (on imagine), cela est la preuve d'une « vision romantique et affective de Chavez » qui joue cyniquement la « carte populiste » pour remporter un nouveau mandat. Pour un journaliste d'Associated Press qui n'a jamais connu la pauvreté dans sa vie, les programmes sociaux, souvent mentionnés comme des "largesses effectuées avec l'argent du pétrole" dans le jargon de la presse privée anti-Chavez, peuvent être ignorés : Chavez « dépense lourdement dans des programmes sociaux... cette année en cherchant à consolider son appui » c-à-d en achetant cyniquement des votes. Peu importe la séquence historique qui montre un engagement sur le long terme en termes de budgets sociaux de la part du gouvernement Chavez, avec la réduction de moitié de la pauvreté entre autres succès. Un engagement qui comprend le maintien des budgets sociaux pendant la récession de 2009-10 alors qu'aucune élection présidentielle n'était en vue, afin de neutraliser les effets négatifs de la crise économique globale sur la population du Venezuela, une mesure apparemment hors d'atteinte pour de nombreux pays du « premier monde ».

De fait la jeune femme qui me déclara que « l'amour » était la raison principale d'avoir voté pour Chavez n'était pas éblouie par quelque image populiste ou par des dépenses de dernière minute. Elle vient d'une famille pauvre qui vivait dans un taudis non loin du lieu où se déroulait le meeting. Elle est sur le point d'obtenir un diplôme dans le programme de médecine intégrale communautaire, alors qu'elle aurait été exclue du système traditionnellement élitiste de la médecine au Venezuela. Son logement de fortune a été transformé en logement décent à travers le programme géré par les communautés de « substitution de taudis par des logements », qui fait partie de la mission gouvernementale de construction massive de logements. C'est ce type de transformations qui valent un appui aussi fort à Chavez, même si le reconnaître est si difficile pour les médias internationaux. Selon les médias privés, rallier l'appui de la majorité populaire en orientant les politiques gouvernementales en fonction de leurs besoins, semble une mauvaise chose pour la « démocratie ». Selon l'analyse récente de l'ex-Conseiller aux Relations Extérieures Joe Hirst, le Venezuela a besoin de prendre des leçons de démocratie auprès des États-Unis. Quelle ordure. Au moins l'ex-président des USA Jimmy Carter a apporté une dose de réalité à ce qui est l'atroce manipulation médiatique par la plupart des grands médias sur l'élection au Venezuela, déclarant que pour lui, qui a observé 90 élections dans le monde entier, le système vénézuélien est le meilleur du monde.

Une renaissance démocratique en Occident ?

Alors que les médias privés se sont enfermés eux-mêmes dans l'illusion orwellienne selon laquelle les États-Unis et la Grande-Bretagne sont des modèles de démocratie et que le Venezuela est un pays agité et gouverné par un « régime », dans le monde réel la réalité est différente.

La démocratie aux États-Unis et en Europe est en danger, avec une majorité de la population écartée des choix réels en matière de politiques publiques, et une monoculture politique qui gouverne des pays entiers en fonction des intérêts d'une petite élite. Pendant longtemps la réaction a été l'apathie ou la dépolitisation, cependant dans de nombreux pays s'est manifestée une résistance significative à l'austérité capitaliste, avec de nouveaux mouvements qui sont nés et d'anciens qui se sont renouvelés. Il reste à voir si ce désenchantement face au déclin de la démocratie va se convertir en mouvement capable d'une transformation sociale et politique. Peut-être verrons-nous un parallèle avec le Venezuela, où un mouvement de l'extérieur a réussi à briser le monopole des élites sur le pouvoir et a généré une renaissance démocratique révolutionnaire. Dans cette tâche on peut apprendre beaucoup de ses succès et de ses contradictions : par beaucoup d'aspects le Venezuela est une des démocraties les plus avancées du monde actuel.

Ewan Robertson

Traduction de l'anglais pour *Venezuelanalysis* de : Thierry Deronne

Venezuelanalysis.com